

**CONCERTATION CHRETIENNE POUR L'AFRIQUE CENTRALE / GREAT LAKES
ADVOCACY NETWORK (CCAC/GLAN)**

RESEAU EUROPEEN CONGO (REC)

**La MONUC en RDC : renforcer le mandat, tout en dénonçant les auteurs de
guerre**

Propositions d'ONG européennes sur base d'une enquête de terrain

JUIN 2003

PREMIERE PARTIE

RESUME ET RECOMMANDATIONS

Le 30 juin prochain, le mandat actuel de la MONUC (Mission d'Observation des Nations Unies en République Démocratique du Congo) doit être renouvelé. C'est l'occasion pour les ONG européennes de développement, membres du REC et de CCAC/GLAN et actives sur le terrain en Afrique centrale, d'évaluer le travail de la MONUC et de faire des propositions au Conseil de Sécurité et aux Etats membres de l'Union européenne. Pour ce faire, elles se sont basées sur une enquête menée auprès des organisations partenaires locales en RDC (voir deuxième partie).

Il en ressort que malgré son coût, l'impact de la MONUC reste bien limité. Les populations de l'est de la RDC mettent en doute son utilité dans sa configuration présente. Non seulement la MONUC n'a-t-elle que rarement dénoncé, a fortiori prévenu et arrêté les combats qui font régulièrement rage, mais elle n'a même pas été en mesure d'y "observer" la présence militaire étrangère, pourtant certifiée par de nombreux témoins. Rien n'a pu être fait non plus contre l'appui permanent de pays voisins et du gouvernement de Kinshasa à des groupes armés qui sèment la désolation et la terreur.

Quant au programme de démobilisation volontaire des groupes armés rwandais en RDC (DDRRR) qui est devenue la tâche prioritaire de la MONUC, les résultats sont décevants, et son action est même contrecarrée par le RCD, mouvement rebelle soutenu par le Rwanda. La seule réalisation de la MONUC qui reçoit l'appui unanime des populations est la Radio Okapi qui couvre tout le territoire congolais.

Les ONG européennes membres du REC et de CCAC/GLAN estiment que la MONUC peut contribuer à l'avènement de la paix en RDC, et dans toute l'Afrique centrale, à condition toutefois que son mandat et ses moyens soient singulièrement renforcés dans le sens de l'"imposition de la paix", et que le Conseil de Sécurité et les Etats occidentaux exercent de pressions fortes sur le Rwanda et l'Ouganda, ainsi que sur leurs alliés en RDC et sur le gouvernement de Kinshasa.

C'est pourquoi, les ONG européennes demandent urgemment:

- Au Conseil de Sécurité des Nations Unies:
 - de veiller à ce que la MONUC exécute mieux, et de manière plus déterminée, les tâches essentielles qui lui sont confiées sous le mandat existant protection des populations civiles en danger, observation du cessez-le-feu à l'est de la RDC, vérification du retrait effectif de toutes les troupes étrangères et de l'arrêt de tout appui des pays voisins à des rébellions et groupes armés congolais, tout comme de l'appui du gouvernement de Kinshasa à des groupes armés rwandais et burundais;
 - de confier à cet effet un mandat sous le chap. 7 à la MONUC pour tout le territoire congolais; de fournir à la MONUC tous les moyens et hommes nécessaires à l'exécution des tâches listées ci-dessus, à commencer par les 10.800 hommes que le Secrétaire général des NU a demandés;
 - de dénoncer énergiquement et d'exercer toutes les pressions nécessaires sur ces pays et groupes armés chaque fois qu'ils violent les différents accords de paix; ces pressions doivent aller d'un langage diplomatique clair et le gel des visas et avoires des leaders responsables, au gel, dans le cas de pays, de l'aide budgétaire non spécifiée qui risque d'être utilisée pour la guerre;
 - de veiller à ce que la force multinationale (opération Artemis) et la MONUC appuient le fonctionnement de la Commission de Pacification de l'Ituri comme autorité provisoire épaulée par une force de police neutre, formée et encadrée par la MONUC. Le mandat de cette dernière devrait non seulement inclure la protection des populations civiles en danger mais également le désarmement et la démobilisation des milices, en particulier les enfants-soldats qui devront se voir offrir d'autres perspectives;
 - d'appuyer le programme DDRRR en amenant le gouvernement rwandais à ouvrir l'espace politique dans son pays; et en amenant le gouvernement de Kinshasa à arrêter tout soutien aux groupes armés à l'est de la RDC; d'examiner la possibilité de désarmer par la force les groupes d'"Interahamwe et ex-Far" qui n'auraient pas donné suite aux offres de rapatriement ou d'installation dans d'autres régions ;
 - d'imposer au besoin des sanctions à l'égard des forces et/ou pays parrains, qui bloquent la mise en oeuvre du gouvernement de transition en RDC, et appuyer à fond le Comité International d'Accompagnement de la Transition dans le suivi et l'accompagnement de ce processus jusqu'aux élections;
 - d'accroître le rôle de la MONUC, de concert avec certaines coopérations bilatérales intéressées, dans la formation et le fonctionnement d'une police nationale intégrée, de contribuer de manière réaliste à la sécurisation des animateurs et institutions de la transition à Kinshasa, et d'accompagner l'unification des forces armées.
- Aux Etats membres des Nations Unies, et en particulier de l'Union européenne

- d'accroître les contributions volontaires au processus de paix en RDC; de contribuer également en hommes à la MONUC, y compris sous le chap. 7;

- d'appuyer le travail de la MONUC par les pressions bilatérales et multilatérales nécessaires pour que les pays concernés arrêtent toute ingérence directe (présence militaire) et indirecte (appui aux rébellions et groupes armés congolais) en RDC et pour qu'ils enjoignent 'leurs' groupes congolais de faciliter le travail de la MONUC dans la DDRR, et d'observation et de vérification ; des pressions similaires devraient être exercées sur le gouvernement de Kinshasa pour l'arrêt de tout appui aux groupes armés rwandais et burundais et à des milices locales ;

- A la MONUC :

- de faire preuve d'esprit d'initiative à tous les niveaux dans l'exécution des tâches prévues, et de s'appuyer davantage sur les moyens, connaissances et capacités locaux, ainsi que de simplifier les procédures bureaucratiques, notamment dans la collaboration avec les ONG humanitaires;

- de vérifier, à l'aide d'indications convaincantes et plausibles et en s'appuyant sur les connaissances locales, et dénoncer toute allégation de présence militaire étrangère en RDC et d'appui extérieur aux rébellions et groupes armés congolais, d'installer des postes d'observation armée permanents à tous les postes-frontières importants et aéroports avec mandat de pouvoir contrôler, si nécessaire par la force, l'identité des personnes et véhicules, et des avions, et de dénoncer le recrutement ou la présence d'enfants-soldats pour que le Conseil de Sécurité prenne des mesures.

DEUXIEME PARTIE

LES POPULATIONS FACE A LA MONUC: RESULTATS D'UNE ENQUETE

Le monde a aujourd'hui les yeux braqués sur l'Ituri. Malgré les multiples mises en garde émises avant et pendant avril 2003, y compris par les deux réseaux REC et CCAC/GLAN , les catastrophes à répétition ont entraîné la mort de milliers de civils dans ce district de la Province Orientale. Sans doute a-t-il fallu attendre cette "masse critique" pour que les pays occidentaux prennent toute la mesure de la tragédie, en décidant de dépêcher des bataillons armés sur place afin d'épauler les troupes de la MONUC.

Mais l'Ituri n'est pas le seul point chaud à l'est de la RDC. Partout ailleurs, des combats sporadiques éclatent, et là aussi, la MONUC manque cruellement de moyens pour assurer la stabilité des zones où elle est présente.

Afin d'évaluer l'impact de la MONUC, le REC et CCAC/GLAN ont mené une enquête de terrain auprès des partenaires à l'est de la RDC. Ces partenaires, qui sont soutenus par des membres des deux réseaux, sont des ONG de développement locales, mais aussi des organisations de défense des droits de l'Homme, des associations féminines, des syndicats et des Eglises. Tous sont soutenus à des degrés divers par les membres du REC et de la CCAC/GLAN, lesquels sont eux-mêmes des ONG de développement actives en Afrique centrale. Les résultats de

l'enquête ont été complétés par d'autres informations provenant du terrain et des milieux diplomatiques à Kinshasa.

A. Quelles sont les tâches de la MONUC ? Où est-elle déployée ?

Les tâches confiées à la MONUC par le CS sont les suivantes (synthèse) : -

Observer le respect par toutes les parties au conflit du cessez-le-feu et du retrait de toutes les troupes étrangères de la RDC. -

Procéder au désarmement et au rapatriement volontaire des groupes armés étrangers. -

Faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations civiles.

Promouvoir le respect des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant.

Aider au règlement politique du conflit, à la réconciliation nationale et à la mise en place de nouvelles institutions démocratiques.

Quant au déploiement, il a connu une évolution. Dans le courant de 2003, la MONUC s'est redéployée dans des zones en partie gouvernementales et le long de l'ancienne ligne de front (cf accord de Lusaka) vers l'est de la RDC, principalement dans le cadre du processus DDRR (Démilitarisation, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion, Réintégration) et des problèmes en Ituri.

A la fin du mois de mai 2003, la MONUC comptait 5426 militaires déployés en RDC, 704 observateurs militaires non armés, et 607 fonctionnaires civils internationaux, auxquels il faut encore ajouter 209 VNU (volontaires NU).

D'après nos informations, il y a actuellement des équipes d'observateurs militaires - en Equateur: Mbandaka, Bolomba, Boende, Befale, Ikela, Basankusu, Bumba, Gbadolite (les postes de Gemena, Lisala, Wenga, Waka, Djolu et Bokungu vont être fermés); -au Kasai: Kananga, Ilebo, Mweka, Mukamba, Lusambo, Mbuji-Mayi, Kabinda, Kamana, Lubao (le poste de Kole sera fermé); -au Katanga: Lubumbashi, Kamina, Kongolo, Kabalo, Nyunzu, Kalemie, Moba, Pweto, Dubie, Mitwaba, Ankoro (les postes de Gwena, Mayumba et Malemba-Nkulu seront fermés; un nouveau poste sera ouvert à Moliro) -au Kivu (Nord, Sud) et au Maniema: Uvira, Bukavu, Kalima, Kindu, Goma, Rutshuru, Muhanga, Kanyabayonga, Lubero, Beni (les postes de Butembo et de Punia seront fermés; de nouveaux postes seront ouverts à Mwenga, Kamituga, Shabunda, Bunyakiri, Kalehe, Walikale, Masisi). Les partenaires indiquent qu'il y a aussi des observateurs à Kalonge, Kavumu, et Nyabaronga et Byabibwe dans la plaine de la Ruzizi. -en Province Orientale: Kisangani, Banalia, Isiro, Bafwasende, Mambasa, Bunia, Kasenyi, Mongwalu, Kwadrumba, Mahagi et Aru (le poste de Buta sera fermé; de nouveaux postes seront ouverts à Lubutu et Komanda).

En outre, il y a :

- un bataillon d'infanterie (de 700 à 1000 militaires) à Kisangani; et des bataillons mécanisés à Bunia, Kindu ;
- des compagnies d'infanterie (100 à 150 militaires) à Mbandaka, Kananga, Kindu, Kalemie, Bukavu (Kavumu); une compagnie mécanisée se trouve à Lubero; des compagnies navales sont stationnées à Mbandaka et Kindu; des 'air supply units' se trouvent à Kindu, Bunia et Bukavu; des

compagnies (logistiques) sont installées à Bukavu et à Bunia, et des unités médicales à Kindu et à Bunia.

Enfin, des observateurs et collaborateurs civils (congolais et expatriés) sont postés à différents endroits (notamment pour les droits de l'Homme).

B. Comment la MONUC est-elle perçue sur le terrain ?

Parmi les témoignages reçus : "On voit tout le temps les véhicules de la MONUC sur les avenues de la ville, mais on ne voit pas bien le résultat réel. On a l'impression que beaucoup de temps de travail est passé à s'installer et à se gérer elle-même, puis comme la machine est importante et diversifiée, il faut des contrôleurs de toute cette machine, puis des contrôleurs des contrôleurs...", explique un partenaire. Un autre raconte que les gens de la MONUC "vont sur terrain, mais seulement après les combats pour constater et observer les dégâts et les pillages ». Un troisième explique que « les principales tâches de la MONUC ne sont pas correctement assumées. Elle ne déploie aucun effort en matière de sécurisation/protection des populations. Le RCD vient de massacrer les populations de Ngweshe - Walungu, au vu et au su de la MONUC qui a été empêchée par le RCD de se rendre sur le terrain pendant plusieurs semaines. Elle a ainsi laissé le RCD tuer, violer et piller ! »

Ces quelques extraits suffisent à démontrer que les populations mettent sérieusement en doute l'utilité de la MONUC sur le terrain. Qui plus est, la MONUC est aux yeux des populations complice de l'infiltration des éléments de l'APR (armée gouvernementale rwandaise) en RDC, qu'elle ne dénonce pas. D'où l'important déficit en crédibilité de la MONUC auprès des populations à l'est.

B.1. Vérification du cessez-le-feu : attitude passive

L'observation du cessez-le-feu concernait à l'origine uniquement l'accord de cessez-le-feu de Lusaka entre belligérants externes et internes le long du front allant de Pweto à Basankusu en passant par Manono, Kabinda, Ikela. Elle s'est poursuivie comme en témoigne la présence d'équipes de la MONUC le long de cette ligne. Toutefois, les combats se sont déplacés en direction de l'est derrière la ligne de front, en territoire RCD, comme l'illustrent les exemples ci-dessous :

Au Sud-Kivu, le RCD et l'APR ont entrepris des représailles contre la population civile de Walungu à la suite d'une attaque du groupe maï maï Mudundu 40, pourtant allié au Rwanda, sur Bukavu le 06/04/03: le bilan partiel fait état de 617 paysans tués par le RCD-APR, de plus de 1200 cas de viols commis par les mêmes soldats. En outre, 20.353 familles ont subi des pillages par les soldats du RCD, 31.489 familles ont fui les massacres, et 74 institutions sociales (écoles, églises, centres de santé) ont été saccagées et pillées .

Le RCD-APR a poursuivi son offensive contre d'autres groupes MM, en direction de Mwenga et Kamituga, et en direction de Kalehe, Bunyakiri, Shabunda, et Walikale, contre les positions du général MM Padiri. Il y a aussi des affrontements entre les MM et des groupes d'Interahamwe/ex-Far qui terrorisent la population.

A partir de la mi-mars 2003, le RCD-APR a aussi mené des combats contre les Mai-Mai dans la plaine de la Ruzizi et autour d'Uvira, notamment dans la collectivité de Mboko et Kabumbe au Sud d'Uvira. Des combats violents ont à nouveau éclaté fin avril-début mai à et dans les environs d'Uvira contre les MM de Nakabaka et Zabuloni appuyés par les Banyamulenge de Masunzu, mais aussi dans la plaine de la Ruzizi à Lubarika, Kiringye et Luvungi. Des troupes sont également montées sur les moyens plateaux autour d'Uvira contre les forces banyamulenge de Patrick Masunzu, mais aujourd'hui, la situation semble calme.

Les observateurs de la MONUC ont été empêchés par le RCD de se rendre sur le terrain pendant plusieurs semaines. Ils ne sont donc arrivés qu'après les combats pour constater et observer les dégâts et les pillages. A Mubumbano, un témoin raconte : "Les militaires RCD sont venus charger les biens pillés avec des camions, et la MONUC observait. Donc si vous voulez savoir la direction des matelas, draps et tout l'équipement, demandez à la MONUC". D'autres témoins accusent la MONUC de ne rien faire pour prévenir les combats, ou encore d'arriver trop tard. A Burhinyi, par exemple, les attaques étaient prévisibles, disent-ils, arguant que la MONUC s'y est rendue pendant deux jours jusqu'au 26/04. Mais le 29/04, le RCD a attaqué pour chasser les Mudundu 40 avant de piller ce village et son centre nutritionnel. Appelée à l'aide dès 8 heures du matin, la Monuc n'y est arrivée que... quatre jours plus tard. A Burhale et Mubumbano, même scénario : les observateurs de la MONUC, disent les acteurs de la société civile, n'ont déployé aucun effort en matière de sécurisation et de protection des populations.

Au Nord-Kivu, dans le territoire du RCD-Kis/ML (ou RCD-ML) dans la partie nord, le RCD/Goma appuyé par l'APR ont attaqué début avril le territoire de Beni-Lubero avec la prise de Bunyatenge et Muhanga.

Ici aussi, la MONUC a adopté une attitude passive et, et aux yeux de la population, même complice du RCD-APR. Il n'est pas étonnant dès lors que les 1er et 2/4/03, respectivement à Lubero et Kanyabayonga, la population, dont à la tête des écoliers et des élèves, s'en soit prise à la MONUC en saccageant notamment leurs maisons d'habitation à Kanyabayonga ainsi que le pare-prise de leur voiture. A Lubero, des écoliers sont allés jusqu'à monter dans l'hélicoptère de la MONUC avec l'intention de l'incendier après avoir appris que le RCD-APR venait de prendre les positions de la MONUC à Bunyatenge en s'emparant des véhicules, armes et munitions de cette dernière; et que le RCD-APR s'était installé à Muhanga (zone minière) en détruisant l'agglomération de Mbingi (siège social et symbole du pouvoir coutumier de la collectivité chefferie des Batagni) et en profanant l'église catholique de la paroisse de Mbingi.

Aux dernières nouvelles, un hélicoptère blanc immatriculé en bleu 3C-QQM ravitaille régulièrement en armes et munitions les positions du RCD/ Goma à Bunyatenge, Mbingi, Muhanga , au vu et au su de la MONUC dans le sud du territoire de Lubero.

Curieusement, la MONUC basée à Kanyabayonga (territoire sous contrôle RCD Kis/ML) s'est retirée le 03/06/03 à 15 h, pour la Rwindi (sous contrôle RCD/ Goma). Cinq jours après, soit le 8/6/03, l'APR et le RCD ont attaqué les localités de : Kanyabayonga, Kayna, Kirumba, Kaseghe, Luofu, Miriki, Mbingi et ce avec l'appui de trois hélicoptères et sept bataillons ; les combats se poursuivent à Alimbongo. Des

infiltrations régulières de l'APR étaient déjà enregistrées à Kamandi, Mbingi, Alimbongo, Lubero, Muhangi, Manguridjipa, Butembo et Beni . Le 19 mai dernier, les troupes RCD-APR ont pris la ville de Lubero tout en encerclant Butembo et Beni .

L'objectif du RCD-APR serait de contrecarrer le gouvernement de Kinshasa qui y est présent suite à l'accord partiel de Sun City, de s'accaparer de l'important poste de douanes de Kasindi à la frontière avec l'Ouganda et de faire la jonction avec l'Ituri où le Rwanda appuie l'UPC de Thomas Lubanga.

Dans le Maniema, il y a encore des combats sporadiques entre les MM et le RCD là où ce dernier est installé (Kindu, Kasongo, Kalima). Ici, les deux groupes sont responsables pour l'insécurité généralisée.

En conclusion, tout cela n'a fait que rarement l'objet de dénonciations de la part de la MONUC, alors que tous ces combats provoquent, outre d'innombrables victimes, d'importants déplacements de population. En outre, ils se produisent à un moment où le RCD s'apprête à entrer dans le gouvernement de transition, revendiquant le commandement de l'armée de terre.

B.2. Vérification de la présence d'armées étrangères : « on n'a rien vu »

En ce qui concerne les 8000 à 10.000 troupes ougandaises, elles ont toutes quitté l'Ituri et la RDC le 6 mai dernier. Certains militaires ougandais traînaient encore à Ishango dans le parc de Virunga, principalement pour le braconnage; d'autres se trouvent à Kamango en Ouganda, derrière le mont Ruwenzori d'où ils rentrent régulièrement en territoire congolais pour motif de poursuite des éléments rebelles ADF.

Pour ce qui est des militaires rwandais de l'APR, la population ne comprend pas comment le retour de troupes de l'APR en RDC n'a jamais été "observé" par la MONUC, alors qu'il s'agit là d'une de ses tâches explicites. En effet, la MONUC continue à affirmer qu'il n'y a plus de militaires rwandais en RDC.

Contrairement à ce qu'affirme le commandement militaire de la MONUC à Kinshasa pour qui il y a tout au plus quelques officiers rwandais en civil, et peut-être quelques cellules opérationnelles - les nombreux témoignages du terrain au Kivu indiquent que peu de temps après le retrait officiel des troupes rwandaises en septembre 2002, et suite à la prise d'Uvira par les MM, le Rwanda a progressivement renvoyé certaines de ses troupes en RDC pour appuyer et réarmer le RCD. Il n'existe pas de chiffres précis, mais leur présence est bien visible pour la population, comme pour les résidents expatriés, y compris à Bukavu et à Goma. De plus en plus toutefois, les militaires rwandais ont tendance à agir discrètement; ils ne se montrent plus beaucoup pendant la journée, surtout en ville.

Au Sud-Kivu, à la mai-mai, des soldats rwandais étaient également stationnés à Burhale-Walungu (dans le couvent des soeurs religieuses), à Kabare (au bureau de la collectivité/Cirunga), à Nyabibwe, à Civanga (entrée du Parc Kahuzi), à Kamanyola, Kiliba, et Uvira.

Les soldats rwandais se trouveraient aussi à Kalehe depuis novembre 2002, quelques semaines après leur retrait officiel du Congo. Ils se font passer pour des soldats du gouverneur Serufuli du Nord-Kivu. Dans le passé, la MONUC a réagi en disant: "Nous ne pouvons pas y aller, car c'est la guerre là-bas". A la fin du mois de mars 2003, plusieurs colonnes des soldats de l'APR sont encore entrées au Sud-Kivu, par Bukavu et par Uvira; d'autres sont entrées par le lac Kivu, au niveau d'Asmar (13 km de Bukavu) et de Kalehe. La nuit du 21/03/03, environ 900 militaires de l'APR ont traversé le lac venant du Rwanda via l'île d'Idjwi et ne parlant que le kinyarwanda. Les témoignages viennent de personnes qu'ils ont réquisitionnées pour transporter leurs bagages.

Quand Mudundu 40 (allié du Rwanda) a attaqué Bukavu le 06/04/03 (vraisemblablement avec l'accord de l'APR), des dizaines des camions chargés de soldats APR sont entrés à Bukavu, par la Ruzizi.

Le 29/04/03, à Burhinyi, les militaires rwandais étaient présents lors des massacres; on a e.a. reconnu le commandant 'Patrick' de Cyanguu; d'autres avaient l'accent kinyarwanda de Ruhengeri au nord du Rwanda. A Kalehe, Walungu, Bunyakiri, Walikale, ce sont des troupes APR dans le RCD qui ont attaqué les positions des Maï Maï, celles du commandant Masunzu et du gouvernement; ensuite, ils les rendent aux troupes RCD qu'ils positionnent sous l'autorité d'un ou deux commandants rwandais.

Le 10/5, à l'annonce de l'arrivée de la délégation du gouvernement de Kinshasa – empêchée d'atterrir à Bukavu, Goma et Kisangani- des militaires rwandais ont parfois épaulé le RCD pour empêcher la population d'aller les accueillir à l'aéroport.

Il est difficile d'estimer le nombre des militaires rwandais en RDC, car ils entrent souvent la nuit. Mais déjà, les soldats rwandais qui sont seulement à Kalehe sont estimés à plus de 1.000 hommes. Ce sont les Rwandais qui, le plus souvent, tuent les populations civiles (notamment à Ngweshe), alors que les hommes du RCD pillent et violent à volonté. Ils brûlent les villages et inquiètent les personnes soupçonnées d'être en collaboration avec leurs 'ennemis'.

Comment savoir qu'il s'agit de troupes rwandaises ?

Bon nombre de Kivutiens qui côtoient journalièrement leurs compatriotes rwandophones vivant au Kivu depuis des décennies savent parfaitement les distinguer des Tutsi et Hutu venant du Rwanda dans le cadre de l'APR ou comme 'mercenaires'. D'autre part, le kinyarwanda parlé en RDC par les Banyamulenge et les rwandophones du Nord-Kivu diffère sensiblement de celui parlé au Rwanda (certains mots ont des sens totalement différents).

A l'aéroport de Kavumu, sous les yeux des militaires uruguayens de la MONUC, des avions atterrissent transportant des militaires en provenance du Rwanda. A Bukavu et à Goma, des véhicules circulent avec à bord des militaires ne parlant pas le français ni le swahili et portant des plaques minéralogiques du Rwanda. D'autres sont vus traversant le lac Kivu ou la rivière Ruzizi en pirogue. Ils entrent en uniforme, souvent avec insignes de l'APR, amenés par les camions Mercedes de l'APR. La plupart ont une difficulté à parler le swahili et ne parlent que le kinyarwanda et

l'anglais; ils manquent de connaissances géographiques du milieu. Leur comportement aussi révèle un mépris pour les Congolais qu'ils traitent de 'nigauds'. Certains sont reconnus par la population comme étant partis en septembre 2002, mais maintenant apparemment revenus.

Les soldats rwandais sont toujours, dans leur convoi, accompagnés par des camions de nourriture et médicaments, des équipements de communication; ils sont bien habillés et chaussés de leurs bottes en plastique caractéristiques; tandis que les soldats du RCD sont toujours pauvrement vêtus, mal chaussés (mélange sans harmonie de bottes, godasses et même de... pantoufles), dans des véhicules civils réquisitionnés à Bukavu, sans vivres ni médicaments car devant vivre des pillages, sans moyens de communication. Le RCD-Goma ne dispose pas non plus d'hélicoptères ni de chars de combat (comme on en a récemment vu vers Kanyabayonga).

En outre, les Hutu au sein de l'APR qui dévastent les villages dans l'hinterland de Bukavu seraient d'anciens réfugiés civils des camps installés au Bushi, surtout Nyamirangwe, Mushweshwe, etc. Lorsque la guerre a commencé fin 1996, ils étaient partis vers l'Ouest dans la grande forêt; ils sont revenus au Kivu, sont rentrés ou ont été reconduits au Rwanda et maintenant les voilà de nouveau, cette fois-ci aux côtés du RCD mais sous commandement rwandais... Ils connaissent les chemins, et parlent quelques mots de mashi.

Le 5/6, lors d'affrontements à Mbingi, 8 militaires d'expression kinyarwanda ont été capturés par les troupes du RCD-ML et présentés à Kinshasa à la presse: les 4 Tutsi ont reconnu être Rwandais de l'APR, et des 4 Hutu, l'un a reconnu venir du Rwanda avec l'APR (les trois autres disant qu'ils étaient de Rutshuru).

Au Nord-Kivu, des militaires rwandais de l'APR sont signalés à Bunyatenge, Kahandavuko et Katonga (parc de Virunga sur le lac Edouard), à Masisi et à Walikale; ils sont toujours mêlés aux troupes RCD. Certains assurent la sécurité des sociétés et des carrés miniers. La région autour de la Somikivu/Lueshe (territoire de Rutshuru) est gardée par au moins trois bataillons de l'APR; l'usine qui extrait et traite les minerais tourne jour et nuit; d'autres militaires rwandais se trouvent à Muhaki au centre d'instruction qui reçoit les militaires rwandais démobilisés dans leur pays et qui reviennent en 'Congolais'. Le 5/6/03, les troupes du RCD-ML ont capturé lors d'affrontements à Mbingi 8 militaires d'expression kinyarwanda (4 Tutsi qui ont reconnu être des Rwandais de l'APR, et 4 Hutu, dont 3 affirment être de Rutshuru). Ils ont été présentés à la presse à Kinshasa.

En outre, des témoins ont aperçu à Goma des militaires de l'APR circulant avec chars et armes lourdes. A Goma (tout comme à Bukavu), ils traversent la frontière à partir de 19h et patrouillent la nuit pour repartir le matin.

La présence militaire rwandaise a été indirectement attestée en mars 2003 lors d'une conférence de presse à Bukavu par le général Sylvain Mbuki du RCD: "Quand la sécurité du Rwanda, notre allié, est menacée, le Rwanda est en plein droit de se défendre...". Quant à l'armée burundaise, elle agit ponctuellement dans les rangs du RCD; des militaires burundais sont ainsi signalés le long du lac Tanganyika, jusqu'à Kalemie au Nord-Katanga. Son action vise surtout à contrer les rebelles burundais

des FDD et FNL, actifs notamment au nord d'Uvira dans la plaine de la Ruzizi où un certain commandant Eugène (dissident) a semé la désolation et la mort au courant du mois de mai.

En conclusion, les très nombreux témoignages sur la présence militaire rwandaise à l'est de la RDC en appui au RCD, à l'UPC et aux milices de Serufuli, semblent systématiquement minimisés ou franchement ignorés ou écartés comme "non importants", tant par la MONUC et le CS que par les principaux pays occidentaux. Pourtant, les ambassades des pays occidentaux à Kinshasa et leurs services de renseignements admettent en privé une telle présence mais préfèrent ne pas déplaire au Rwanda afin de ne pas mettre en danger la mise en place du gouvernement de transition à Kinshasa. Or, divers partenaires signalent que cette présence rwandaise contribue précisément aux blocages dans les négociations intercongolaises à Kinshasa. Jusqu'ici, la MONUC a apparemment reçu la consigne de ne se fier qu'à ses seuls agents propres dont la plupart ne parlent même pas le français, ni aucune des langues locales. C'est comme si la MONUC a abandonné la besogne face à la difficulté pour elle de distinguer entre Tutsi rwandais et congolais, de même qu'entre Hutu rwandais ou Hutu congolais.

En outre, les agents de la MONUC dépendent jusqu'ici du bon vouloir et des autorisations des autorités locales pour leurs déplacements et actions à l'intérieur des provinces (que ce soit pour l'observation du cessez-le-feu, de la présence militaire étrangère, de la DDRRR ou de la protection des populations en danger) ce qui les rend otages de ces autorités. Il n'est donc pas étonnant que les populations accusent la MONUC de voir la réalité avec les lunettes du RCD et d'être un 'observateur aveugle'. La MONUC devrait exiger un feu vert permanent de la part des autorités locales pour mener à bien sa mission.

B.3. Kinshasa : jeu trouble à l'Est

Plusieurs sources attestent qu'après un arrêt temporaire, le gouvernement actuel de Kinshasa semble avoir repris son appui à des groupes de Hutu rwandais armés au Kivu. D'autres sources affirment également un appui aux milices Lendu en Ituri, via le renforcement des troupes du RCD-ML au Beni-Lubero depuis l'attaque du RCD-Goma. D'autres encore signalent un appui accru de Kinshasa à certains groupes maï maï, liés ou non au commandant Masunzu.

Cette évolution semble aller de pair avec un accroissement de l'influence des 'faucons', souvent des proches de Kabila-père au sein du gouvernement de Kinshasa. Cette tendance, illustrée par l'étalage assez impressionnant d'avions et de chars de combats lors du défilé du 17 mai dernier (anniversaire de la prise de Kinshasa par l'AFDL en 1997), rêve d'une victoire militaire sur les rebelles, au mépris des négociations politiques en cours.

Dans la mesure où il s'agit ici de groupes 'irréguliers' qui n'ont signé aucun accord de paix, et particulièrement néfastes pour les populations, et où un tel appui hypothèque les chances du processus de paix, des pressions devraient être exercées sur Kinshasa pour qu'il arrête tout appui de ce genre et qu'il joue loyalement la carte des négociations.

B.4. Démobilisation et désarmement (DDRRR) : processus entravé

1. Groupes armés de Hutu rwandais

Suite aux résolutions 1355 et 1376 de 2001 du CS, le programme DDRRR (Démilitarisation, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration, Réinsertion) a été mis en oeuvre depuis novembre 2001 en tant que principale tâche de la MONUC dans le cadre de la phase III de son déploiement. Pour cela, le CS a autorisé l'accroissement du nombre de militaires de la MONUC de 5000 à 8700 unités.

Quels sont aujourd'hui les résultats de cette opération après un an et demi d'existence ?

Il subsiste encore au Kivu d'importants groupes d'"Interahamwe et ex-Far" (appelés ici 'Hutus rwandais armés', car terme plus approprié)

Pour autant qu'ils soient organisés, la plupart de ces groupes ont des liens avec les FDLR qui sont devenus membres de la Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise (CPODR) regroupant la quasi-totalité des partis d'opposition rwandais en exil, y compris des représentants de Tutsi rescapés du génocide. Ils se trouvent au Sud-Kivu dans les régions de Ninja, Shabunda, Walungu, Burghinyi, Kalonge, plaine de Ruzizi, ainsi que dans le parc de Biega-Kahuzi d'où ils sèment la terreur dans les villages environnants (notamment Kaniola, Izege, Ikoma, Bugobe, Bushwira...), des villages contrôlés par les soldats du RCD qui n'osent ou ne veulent pas les chasser. D'autres se trouvent au Nord-Kivu dans la région de Walikale, le Parc de Virunga, et en territoire RCD-ML, à Katundula (3 km de Miriki), Kaunugu et la périphérie de Kasuo.

Leur présence se traduit par des tueries, des viols, des déportations de femmes pour les exploiter sexuellement, du pillage d'argent, d'animaux, d'effets agricoles et d'autres biens. Des hommes sont enlevés pour transporter les biens pillés. Actuellement, ils opèrent même pendant la journée. Les filles et femmes enlevées sont vendues, au prix de 100 à 150 USD par tête, aux autres Rwandais dans la forêt. Ces groupes n'ont jamais été aussi cruels et n'ont jamais agi aussi ouvertement qu'actuellement, alors que la MONUC s'est déployée dans la région. Aussi, les populations congolaises locales demandent-elles de plus en plus fortement qu'elles soient débarrassées de ces gens, s'il le faut, par la force.

D'après nos témoins, aucun effort n'est fait, ni par le RCD ni par l'APR pour les désarmer ou les neutraliser; ces militaires refusent d'y aller lorsque la population leur montre les lieux où ils se trouvent. Certains de ces Hutu opèrent à quelques dizaines de mètres des troupes RCD-APR qui sont censées être à leur recherche. C'est le cas depuis le début de la deuxième guerre en 1998. La population dans les villages de l'intérieur est même convaincue que les militaires RCD-APR sont de connivence avec eux, allant jusqu'à les approvisionner en munitions et en moyens de subsistance, comme ce fut le cas dans la zone de Mwenga en octobre 2002. La MONUC est en contact avec certains groupes, mais les offensives du RCD-APR, notamment dans le territoire de Lubero au Nord-Kivu et dans tout le Sud-Kivu ont sérieusement perturbé le travail DDRRR et ont dispersé ceux qui étaient déjà rassemblés et qui s'étaient déclarés d'accord. Ainsi, en août 2000, à Kasugho au

Nord-Kivu, plus de 1300 Hutu (hommes armés et leurs familles) qui avaient déjà été rassemblés et attendaient le transport par la MONUC pour Beni d'où ils seraient rapatriés, ont été dispersés par 750 éléments du RCD-APR. A Bunyatenge et Lubero il y a eu des cas pareils en mars-avril 2003; et à K alonge et Bunyakiri au Sud-Kivu pendant la première quinzaine de mai. Ce fut aussi le cas au Mulume Munene dans le territoire de Kabare, où 150 Hutu qui attendaient d'être rapatriés, ont été effrayés lorsque le convoi de la MONUC (camions, jeeps et blindés) se voyait précédé d'une camionnette pleine de militaires RCD. La MONUC aurait d'ailleurs été chassée du camp de rassemblement par le RCD-Goma.

D'autres témoignages indiquent que la MONUC a remis en liberté, et cela à plusieurs reprises, des Hutus rwandais armés qui avaient été capturés et désarmés, notamment par le RCD-ML à Lubero, apparemment par respect du principe de voir les 'Interahamwe et ex-Far' se rendre volontairement.

Le volet congolais de DDRRR, et particulièrement celui du désarmement des groupes armés rwandais n'ont pas encore donné les résultats escomptés. Au regard des moyens mis à disposition, le nombre des combattants et/ou réfugiés hutus rwandais rapatriés est minime: 700 en tout, dont la majorité avaient été désarmés par le gouvernement de Kinshasa à Kamina et quelques centaines tout au plus au Sud-Kivu et dans le Lubero au Nord-Kivu . Pourtant, des milliers de combattants hutu rwandais sont disposés à être démobilisés pour rentrer au Rwanda, mais ils sont retenus par leurs chefs. D'autre part, beaucoup de rendez-vous qu'ils avaient fixés avec la MONUC ont été manqués parce que les gens de la MONUC, en dernière minute, ne se sont pas présentés.

Un autre problème sans doute plus important est l'impossibilité pour la MONUC – de par son mandat - de traiter les exigences politiques de ces groupes armés (à l'exclusion des génocidaires). Il n'y aura pas de paix durable dans la région tant qu'un processus de dialogue et d'ouverture démocratique se fera attendre au Rwanda. Cela inclut la sécurité pour tous et les garanties juridiques pour les rapatriés volontaires.

La MONUC devrait avoir le mandat de chercher d'autres solutions comme l'installation dans des provinces plus éloignées de la frontière avec le Rwanda ou dans d'autres pays.

Mais une attitude plus décidée de la MONUC qui mettrait au pas le RCD-APR quand ceux-ci perturbent le processus pourrait déjà aider. D'autre part, il est attendu du gouvernement de transition qu'il puisse s'attaquer, par la force si nécessaire, au problème de ces groupes armés rwandais qui, comme de simples bandits, terrorisent les populations du Kivu à certains endroits. Seulement, un réel impact d'un tel gouvernement sur le terrain au Kivu reste hypothétique à court terme. Enfin, il faudrait associer plus étroitement les ONG locales, les autorités coutumières, les confessions religieuses, les MM, mais aussi les FAC et les militaires de l'APC (RCD-ML), à tout désarmement volontaire – et certainement si l'on se décidait à utiliser la force.

2. Maï Maï

La MONUC n'a pas reçu de mandat pour le désarmement/démobilisation de groupes armés congolais (Maï Maï). Aussi longtemps que la présence des troupes rwandaises est signalée sur le territoire congolais, une telle action de la MONUC serait perçue comme une complicité avec les occupants de la RDC, et donc comme une alliance avec le RCD. La MONUC ne pourrait, de toute manière, jouer un rôle de désarmement/démobilisation des groupes armés congolais que si les troupes rwandaises se sont retirées effectivement, et quand le gouvernement de transition et l'armée nationale unifiée seront en place. Une partie des MM faisant partie de l'accord de paix en tant que nationalistes congolais veulent être intégrés dans l'armée congolaise; d'autres voudraient rentrer chez eux s'il y avait des perspectives socio-économiques. Il serait donc logique que la démobilisation des MM se fasse en même temps que celle des belligérants congolais.

B.5 Populations en danger : la MONUC trop souvent sourde

Comme dans d'autres domaines, la qualité du travail de la MONUC sur les droits de l'Homme dépend des individus responsables. Certains d'entre eux s'adonnent corps et âme à ce travail, avec sérieux et compétence. D'autres sont beaucoup moins actifs et scrupuleux, et ne considèrent leur séjour en RDC que comme une rente de situation, voire une opportunité pour se livrer à divers trafics.

Une chose est sûre : la présence de la MONUC en différents endroits où les droits humains sont violés, ses initiatives en termes d'enquêtes sur le terrain (Kisangani, Mambasa, Drodoro...) contribuent à éviter que les situations ne dégénèrent davantage. Mais pour être réellement efficace, elle devrait disposer des moyens de pression nécessaires pour forcer la main au RCD et autres rébellions qui tentent de lui barrer le passage (cfr Ngweshe entre le 7 et le 25 avril 2003 lorsque la MONUC s'est résignée aux injonctions du RCD qui l'empêchait d'aller voir ce qui se passait). D'autre part, la MONUC crie souvent tardivement (Kisangani, Bunia) et dans certaines situations, elle ne dénonce pas les préparatifs de combats quand bien même elle est avisée (cfr attaque RCD-APR à Bunyatenge/Mbingi).

En outre, la MONUC pourrait davantage intégrer dans ses rapports au Secrétaire général les informations sur les droits humains qui lui sont remises par des acteurs locaux. Toutefois, des informations font état de 'censure' au quartier général à Kinshasa par rapport à certains rapports provenant des antennes de l'intérieur. Cela dit, malgré les moyens à sa disposition, la MONUC ne semble parfois pas faire mieux que les associations locales des droits de l'Homme. Son rôle semble se limiter à observer et à noter ce qui se passe, sans dénoncer ni intervenir en faveur des personnes dont les droits sont profondément lésés.

La MONUC a aussi le mandat de protéger les populations civiles en danger imminent. Pour celles-ci, cet aspect est scandaleusement oublié par la MONUC. Dans aucun cas - sauf quelque peu à Bunia lorsque les populations se sont réfugiées d'elles-mêmes auprès de la MONUC lors de la reprise de la ville par l'UPC - la MONUC n'est intervenue pour effectivement protéger des groupes en danger, alors même que les massacres et pillages se produisent parfois devant ses yeux ou tout près de ses installations. Elle est toutefois intervenue dans certains cas, pour

assurer une protection temporaire à des militants des droits de l'Homme ou des journalistes, notamment à Kisangani.

B. 6. Ituri : trop peu, trop tard, mais nécessaire

En attendant la mise en place du gouvernement de transition et d'une nouvelle armée républicaine en RDC, les populations applaudissent la démarche du CS qui a donné le feu vert à l'envoi d'une force d'intervention de l'UE (Opération Artemis), avec mandat d'appuyer la MONUC dans la protection des populations.

Les Congolais interrogés regrettent toutefois amèrement qu'elle n'a pas le mandat explicite de désarmer les milices opérant en Ituri, que son mandat soit limité dans l'espace (jusqu'à 25 km de la ville de Bunia, alors que les milices ont leurs bases l'intérieur de l'Ituri où elles se renforcent en attendant le départ de la force internationale) et dans le temps (jusqu'au 1/9/03). Surtout, ils se demandent pourquoi le CS a réagi si tardivement, alors que les signaux étaient au rouge depuis longtemps.

Pour restaurer la paix en Ituri, il est au moins aussi important d'y mettre fin à l'ingérence de l'Ouganda, et depuis une année, de plus en plus aussi celle du Rwanda. Les protagonistes de la guerre en Ituri ne sont pas signataires de l'accord de Pretoria; il ne faut donc pas prendre en considération leurs déclarations, mais les désarmer. La ville de Bunia devrait être démilitarisée.

Parallèlement à cette pacification par la force internationale, la MONUC est censée encadrer et former la force de police du gouvernement central en attendant le rétablissement complet de l'autorité de celui-ci. Certains interlocuteurs estiment que si les NU ne jouent pas ce rôle proactif en Ituri, il vaut mieux permettre au gouvernement de Kinshasa de renforcer sa présence militaire en Ituri.

Enfin, l'opération militaire devrait être complétée au rôle joué par les forces de la société civile dans la pacification de l'Ituri, y compris à travers la Commission de Pacification de l'Ituri. Dans des cas comme l'Ituri, les militaires de la MONUC ont réalisé un travail humanitaire apprécié dans des camps de déplacés, alors que les agences humanitaires étaient toutes parties. A d'autres endroits, la population attend la suite des projets à impact rapide pour le financement desquels la MONUC a montré une disponibilité. On attend que cela se fasse effectivement; le contraire serait une autre déception pour les populations en détresse.

B.7. L'information : Radio Okapi appréciée

Le volet 'information' de la MONUC est la seule activité vraiment appréciée par la population, via la Radio Okapi (radio gérée par la fondation suisse Hironnelle), d'autant que le RCD/Goma s'est fait une spécialité de bafouer la liberté d'expression. Radio Maendeleo est toujours interdite, tandis que Radio Maria (catholique) et Radio Rehema (protestante) font l'objet d'intimidations régulières. Radio Okapi, elle, est réputée pour son information équilibrée, ses reportages courageux et pour donner la parole à la population. En outre, elle met les zones rebelles en contact avec Kinshasa et avec la partie gouvernementale en diffusant des nouvelles de toutes les

provinces de la RDC. Radio Okapi dénonce les cas des violations des droits de l'homme par les différents belligérants qui se commettent à l'intérieur des provinces.

C. Conclusion

La MONUC assiste trop souvent impuissante aux massacres des civils et ses agents fuient dès qu'ils sentent que les groupes armés sont prêts à s'affronter (cfr Kalonge, Burhinyi, Kanyabayonga...). La MONUC s'est fait piller à Bunyatenge et a laissé des pillards armés pénétrer dans ses locaux à Bunia, alors que les militaires de la MONUC y sont armés. « Des gamins qui auront violé pareil tabou se croiront désormais tout-puissants et ne respecteront plus rien », dit un témoin.

Souvent, la MONUC manque de détermination, et cela tant au sommet que parmi les hommes sur le terrain. Il y a bien sûr le mandat restrictif ; mais cela ne dissuade pas de faire montre de dynamisme au service des populations. Le changement de mandat dans un sens plus actif ou agressif ne modifiera pas nécessairement ce comportement chez les individus qui, par ailleurs, n'ont généralement pas été envoyés par leurs gouvernements pour prendre des risques. Le remarquable travail des militaires uruguayens à Bunia n'a pas empêché le gouvernement de Montevideo de protester à cause des dangers. En outre, jusqu'à l'intervention européenne à Bunia, trop peu de pays étaient candidats pour envoyer des contingents formés et bien équipés.

La mission de la MONUC ne peut se faire valablement sans la collaboration des populations à l'est du pays. Or, trop souvent, non seulement les observateurs et militaires de la MONUC ne prennent pas l'initiative de consulter ou associer les 'forces vives' locales (chefs coutumiers, Eglises, O NG, groupes de femmes...), mais ils écartent et déconsidèrent les informations que ces forces leur apportent (violations des droits de l'homme; informations sur des groupes armés étrangers; présence militaire étrangère; etc....), souvent en prenant de gros risques personnels. Même avec les ONG internationales présentes sur terrain, la MONUC ne partage pas vraiment l'information. A fortiori pas avec les ONG congolaises.

Comme le dit un témoin, "On sort toujours déçu par le fait que la Monuc demeure impuissante, sans réelle volonté pour s'impliquer dans la solution de la crise; à part quelques actions qu'elle tente de faire (p. ex. : envoi des enquêteurs sur le terrain, petits soins et des petits appuis à quelques cas, dénonciation des violations par la radio Okapi), les grands défis pour lesquels la population souhaiterait des interventions (comme la dénonciation du retour des troupes rwandaises, les massacres des populations civiles, la surveillance des frontières, et surtout une réelle volonté de désarmer les milices et de rapatrier les Rwandais) ne semblent pas être pris à cœur par la Monuc."

Pour améliorer ses méthodes de vérification, la MONUC pourrait créer un service chargé des contacts avec la société civile et dont les responsables –connaissant les langues locales!- devraient régulièrement échanger des informations avec les différents acteurs sur terrain. Ou tout au moins sensibiliser ses agents à la plus-value que ce type d'informations pourrait lui donner.

Liste des acronymes :

ALIR :	Armée de Libération du Rwanda
APR :	Armée Patriotique Rwandaise
BM :	Banque Mondiale
CIAT :	Comité International d'Accompagnement de Pretoria
CPI :	Commission de Pacification de l'Ituri
CS :	Conseil de Sécurité des Nations Unies
DDRRR :	(Démilitarisation, Démobilisation, Rapatriement, Ré-intégration, Ré-insertion)
FAC :	Forces Armées Congolaises (du gouvernement de Kinshasa)
FAR :	Forces Armées Rwandaises
FDD :	Forces pour la Défense de la Démocratie
FDLR :	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FMI :	Fonds Monétaire International
FPR :	Front Patriotique Rwandais HCR : Haut Commissariat aux Réfugiés
ICG :	International Crisis Group
MM:	Maï Maï
MLC :	Mouvement de Libération du Congo
MONUC :	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo
NU :	Nations Unies
OCHA :	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
(NU) ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PE :	Parlement Européen
RCD-Goma :	Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Goma
RCD-Kis/ML ou RCD-ML:	Rassemblement Congolais pour la Démocratie- Mouvement de Libération
RCD-N :	Rassemblement Congolais pour la Démocratie-National
RDC :	République Démocratique du Congo
UE :	Union Européenne

LISTE DES SIGNATAIRES :

Allemagne: EED, Misereor, Bröt für die Welt, Deutsche Caritasverband *
Belgique: ACT, Atol, Broederlijk Delen, CDI-Bwamanda, Cire, CNCN, Commission Justice et Paix/fr, Entraide et Frat ernity, Foncaba/Kba, 11.11.11./ KVNZB , Memisa, Solidarité Mondiale / Wereldsolidariteit, Solidarité Protestante, Solidarité Socialiste/FCD, SOS-Faim, Vredeseilanden, FUCID Danemark: DanChurchAid
Espagne: Comité de Solidaridad con en Africa negra France: COSI, Frères des Hommes/France, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement/CCFD, GRET, Cimade*, Secours catholique/Caritas-France * Royaume-Uni: Christian Aid, Save the Children Fund. Italie: COOPI, Congosol/Palermo*, Incontro Fra I Populi, Pace per il Congo/Parma* Pays-Bas: ICCO, Kerkinactie Suède: Diakonia Suisse: Fastenopfer, Solidarité Kyamukoko * membres associés des deux réseaux